



Bonjour,

Le mois de janvier 2024 n'a pas été de tout repos. Nombre d'analystes s'accordent pour dire que les Canadiens feraient bien de s'attendre à un coup de frein économique « considérable » dans les mois à venir. Aux États-Unis, les ventes de logements sont tombées à leur plus bas niveau depuis près de 30 ans. Les consommateurs européens s'enfoncent dans le pessimisme. Plusieurs signes avant-coureurs indiquent que la Grande-Bretagne est sur le point d'entrer en récession. Du côté de la Chine, les exportations ont chuté l'an dernier, pour la première fois depuis 2016.

Bonne lecture !



CAD

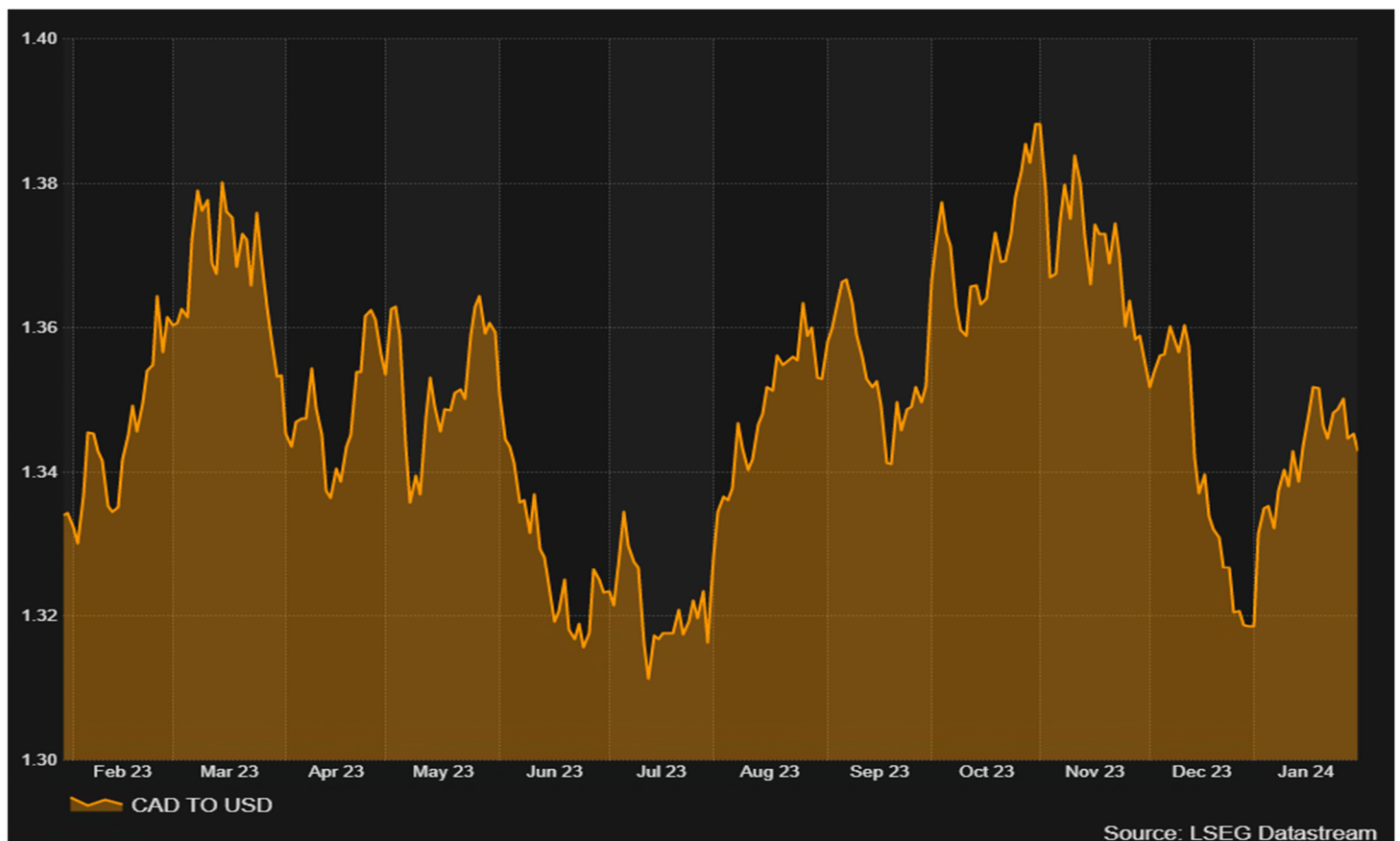
En janvier 2024, la paire de devises USDCAD a vu sa valeur progresser de 1.3226 à 1.3434. La Banque du Canada (BdC) a laissé son taux directeur à 5%, en soulignant qu'elle n'envisageait pas de le baisser tant que l'inflation ne donnerait pas de signe clair qu'elle s'approche durablement de la cible de 2%. En décembre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) avait enregistré une légère hausse, à 3.4%, selon Statistique Canada.

L'économie canadienne tourne au ralenti, et cela devrait perdurer : la BdC s'attend à ce que la croissance économique demeure inférieure à 1% « au moins jusqu'au premier trimestre de 2024 ». Au troisième trimestre de l'année dernière, il avait enregistré un recul de son produit intérieur brut (PIB) de 0.3%, selon les dernières données de Statistique Canada.

À ce sujet, le Canada est-il d'ores et déjà entré en récession? Connaît-il un PIB à la baisse depuis deux trimestres consécutifs, soit le troisième et le quatrième de 2023? Aucune donnée officielle ne peut le confirmer pour l'instant, mais Jimmy Jean et Randall Bartlett, économistes chez Desjardins, considèrent que les conditions sont réunies pour que le pays soit en récession « jusqu'au premier semestre de 2024 ».

En guise de conséquence, les Canadiens doivent s'attendre à un « coup de frein économique considérable », estiment les deux experts : baisse des investissements, recul des exportations – provoqué en grande partie par l'affaiblissement de l'économie américaine – et hausse du taux de chômage. Les taux d'intérêt demeurant élevés, les consommateurs auront toujours tendance à réduire leurs dépenses, ce qui pèsera encore plus sur l'économie.

Cela étant, il n'y a pas de véritable raison de paniquer. En effet, le coup de frein annoncé ne devrait être que « de courte durée et léger », estiment Jimmy Jean et Randall Bartlett. Il pourrait même permettre à l'inflation de diminuer sensiblement, assez pour entraîner une première baisse des taux d'intérêt « dès ce printemps ».



USD

L'indice DXY, qui mesure la valeur du dollar américain par rapport à un panier de devises étrangères, est passé en janvier de 102.20 à 103.53. Le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé de 3.3% au quatrième trimestre de 2023, selon le département du Commerce. C'est mieux que ce à quoi s'attendaient la plupart des analystes, le consensus tournant autour de 2%. Mais c'est aussi nettement moins que la hausse connue au troisième trimestre, qui avait été de 4.9%. Tant d'incertitudes poussent Thomas Simons, économiste à la banque d'investissement Jefferies, à considérer que la Fed ne diminuera pas ses taux directeurs « avant mars prochain ». De leur côté, les économistes du cabinet-conseil financier Evercore ISI estiment que le recul surviendra « au milieu de 2024 » et se prolongera « jusqu'en 2025 ».

Mais d'ici là, l'économie américaine n'attend pas pour appuyer sur l'accélérateur. L'indice PMI des services a atteint un sommet de sept mois en janvier, à 52.9, contre 51.4 le mois précédent, indique S&P. Quant à l'indice PMI manufacturier, il a bondi ce mois-ci à 50.3, son plus haut niveau depuis 15 mois, contre 48.2 en décembre. (Les scores supérieurs à 50 signalent une croissance.) De plus, les nouvelles commandes effectuées auprès des entreprises américaines, signe de ventes futures, ont crû en janvier, tant pour les biens que pour les services. Et la confiance en l'avenir des entreprises a également augmenté pour atteindre son plus haut niveau depuis 20 mois. Résultat? En janvier, l'emploi a amplement dépassé les attentes des analystes.

Toutefois, tous les secteurs ne tirent pas encore profit de cette embellie. Par exemple, les ventes de logements sont tombées à leur plus bas niveau depuis près de 30 ans, les acheteurs potentiels attendant sûrement la baisse des taux d'intérêt qui devrait survenir au cours de 2024. Seulement 4.09 millions de logements ont été achetés l'an dernier, le plus petit nombre depuis 1995, selon l'Association nationale des agents immobiliers. Outre les taux élevés, il s'agit également d'une question de coûts : le prix médian des logements a bondi aux États-Unis de plus de 40% depuis 2019, en raison de la flambée des prix enregistrée lors de la pandémie.



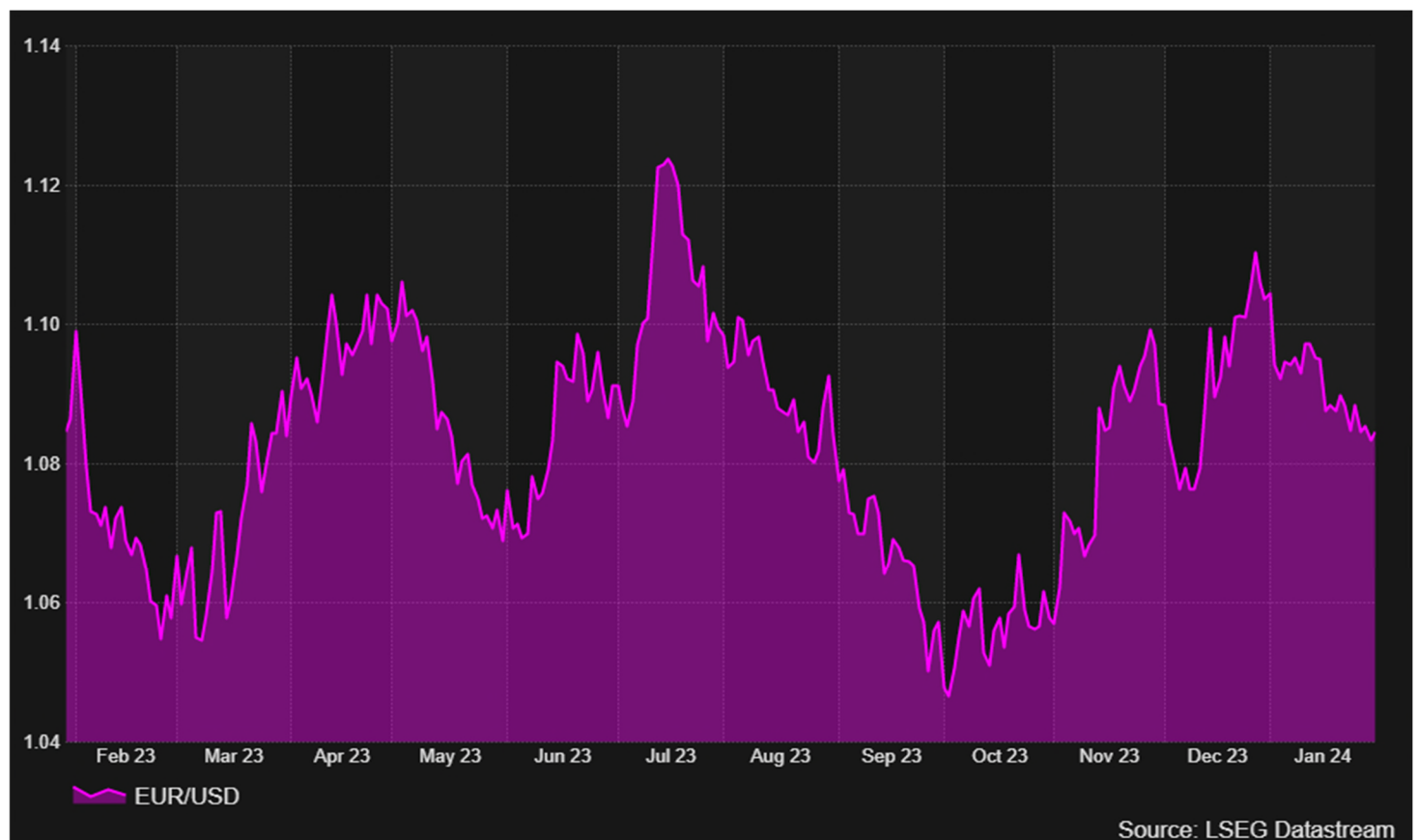
EUR

La paire EURUSD est passée en janvier de 1.1044 à 1.0816. Selon les prévisions de la Commission européenne, les 20 pays qui utilisent l'euro devraient connaître une croissance de seulement 0.8% cette année, au lieu du 1.1% projeté au printemps dernier. Pour 2025, les attentes de croissance ont été également abaissées, de 1.6% à 1.3%. L'inflation et les taux d'intérêt élevés pèsent « lourdement » sur les dépenses des consommateurs, et cela devrait perdurer durant les trimestres à venir.

La Banque centrale européenne (BCE) a laissé son taux directeur inchangé, à 4%, lors de sa réunion de janvier. Christine Lagarde, la présidente de la BCE, a souligné que celui-ci resterait bloqué à ce niveau, tant que les pressions inflationnistes ne s'atténueraient pas. Et pour l'heure, elles semblent plutôt s'accroître : en décembre, le taux d'inflation était de 2.9% dans la zone euro, en hausse de 0.5 point de pourcentage par rapport au mois précédent, selon Eurostat.

Résultat? Les consommateurs européens s'enfoncent dans le pessimisme. L'indicateur du sentiment économique des consommateurs de la zone euro a affiché en janvier un score de -16.1, en recul de 0.9 point par rapport au mois précédent. (Cet indicateur a une échelle de -100 à +100, zéro étant le point de bascule entre le pessimisme et l'optimisme.)

Idem, la plupart des entreprises européennes ne se montrent guère optimistes pour l'avenir. « Les propriétaires d'entreprise s'attendent à une stagnation, voire une légère contraction, de l'activité économique pour les six mois qui couvrent le quatrième trimestre de 2023 et le premier trimestre de 2024 », a déclaré la BCE à la suite d'un sondage mené dans la zone euro. Un signe leur donne raison : l'indice PMI composite, qui combine les données des indices PMI manufacturier et des services pour fournir une vision complète de l'activité économique, s'est établi en janvier à 47.9 dans la zone euro, contre 47.6 en décembre. (Un score inférieur à 50 indique une contraction de l'activité.)

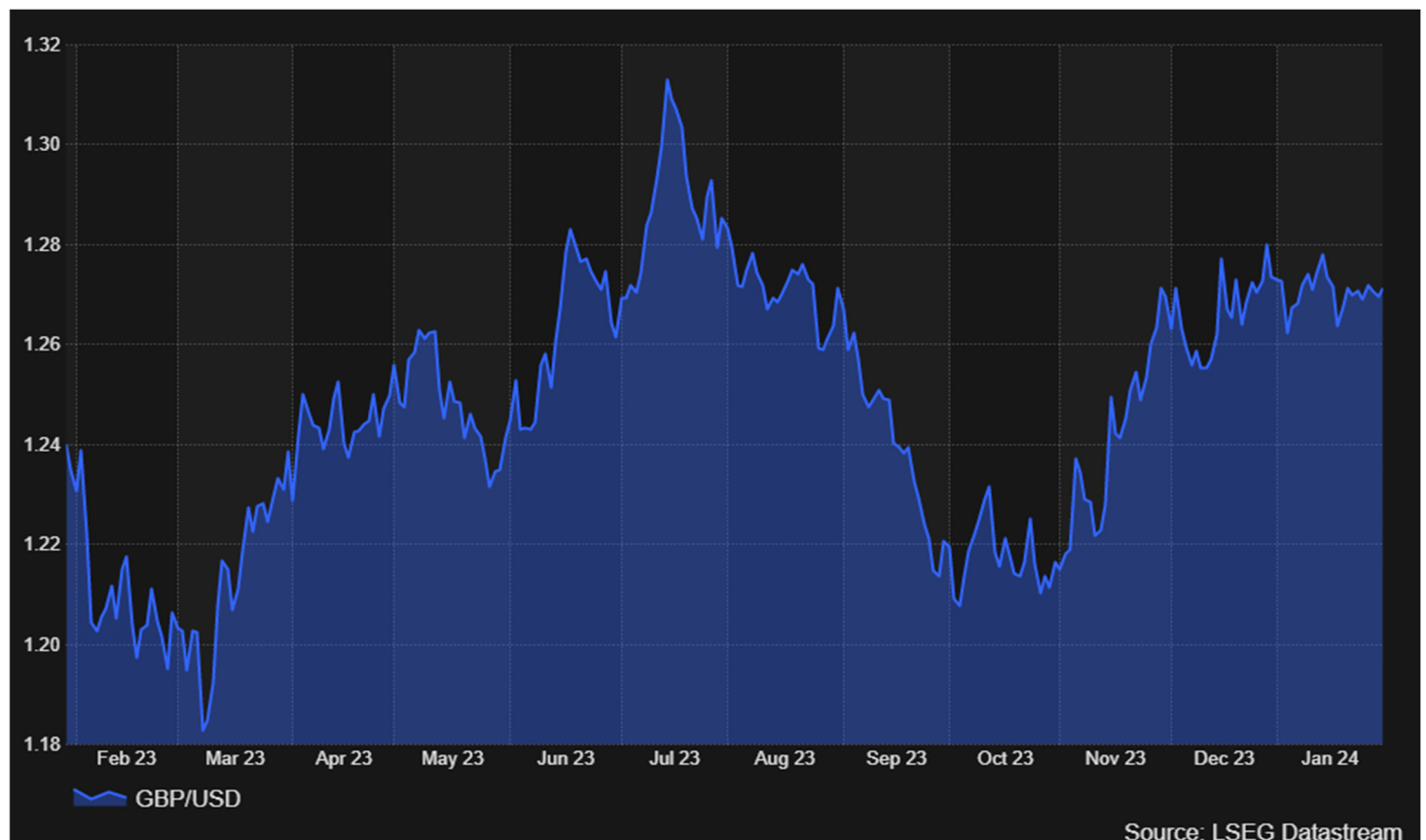


GBP

La valeur de la paire GBPUSD est passée en janvier de 1.2723 à 1.2685. La Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 5.25% depuis août dernier et ne semble pas prête à changer de stratégie à court terme : la plupart des analystes considèrent qu'il n'y a quasiment aucune chance qu'une baisse survienne d'ici mai prochain, et que la Banque d'Angleterre n'y songera sérieusement qu'à partir du moment où la Réserve fédérale et la Banque centrale européenne auront bougé en ce sens.

Il importe de rappeler que l'inflation est encore élevée en Grande-Bretagne, les dernières données la chiffrant à 4%, loin de la cible de 2% visée par la Banque d'Angleterre. Et ce coût de la vie plus élevé a un inévitable impact sur la consommation : les Britanniques ont effectué des achats anticipés en novembre si bien que les ventes de décembre ont chuté de 3.2%. Selon Ashley Webb, économiste chez Capital Economics, « les dépenses de consommation diminueront globalement au quatrième trimestre de 2023 et au premier trimestre de 2024 », et cela finira par entraîner le pays dans « une légère récession ».

Un autre signe avant-coureur d'une prochaine récession est le fait que le marché du travail britannique est de plus en plus tendu. Le nombre d'offres d'emploi a fondu en décembre de près de 7%, à moins de 1 million, selon le moteur de recherche d'emploi Adzuna. La dernière fois qu'une chute aussi spectaculaire s'est produite, c'était en juin 2020, alors que les entreprises luttaien pour faire face aux impacts économiques de la pandémie. Les plus fortes baisses d'offres d'emploi ont été enregistrées en décembre auprès des secteurs du commerce de détail (-18%), de l'industrie manufacturière (-17%), de l'hôtellerie et de la restauration (-14%) et de la construction (-13,5%). À noter que la situation ne devrait pas aller en s'améliorant, bien au contraire : les premières données d'Adzuna laissent présager que janvier aura été tout aussi complexe que décembre pour les chercheurs d'emploi, le nombre d'offres devant globalement afficher un recul d'« entre 6% et 8% ». « Le fait qu'une reprise du recrutement après Noël ne se soit pas produite cette fois-ci suggère que nombre d'entreprises se retiennent en raison de l'incertitude économique croissante », note Tony Wilson, directeur du cabinet-conseil en ressources humaines Institute for Employment Studies, en soulignant que « cela ne présage rien de bon pour 2024 ».



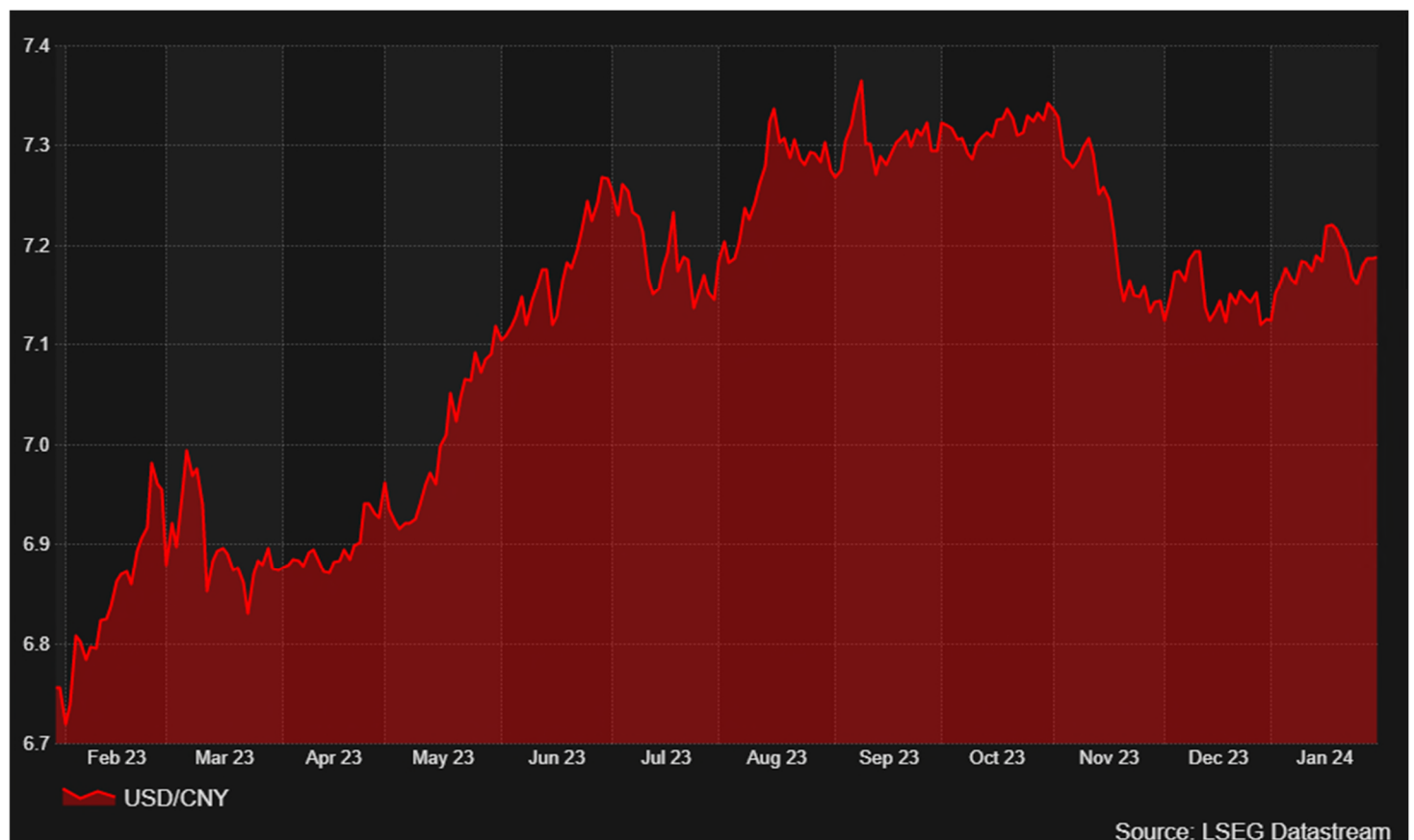
CNY

Au cours du mois de janvier, la paire USDCNY a progressé de 7.1426 à 7.1677. Un tribunal hongkongais a ordonné à la fin du mois la liquidation du promoteur immobilier China Evergrande Group, une décision à même de provoquer d'importantes secousses sur les marchés financiers et de l'immobilier, déjà fragiles, et d'entraver les efforts de Beijing pour relancer la croissance économique du pays. Immédiatement après l'annonce, l'action d'Evergrande a plongé de plus de 20% à la Bourse de Hong Kong, avant d'être retirée des cotations.

Evergrande, longtemps le plus grand promoteur immobilier de Chine, a accumulé des dettes de 328 milliards USD. Il a été en défaut de paiement pour la première fois en 2021, et a été déclaré l'an dernier en faillite aux États-Unis. Ses problèmes financiers sont survenus en 2020, à partir du moment où les autorités chinoises ont progressivement restreint l'accès des promoteurs immobiliers au crédit, ce qui a enclenché une vague de défauts de paiement.

Les secteurs de la construction et de l'immobilier représentant près du quart du produit intérieur brut (PIB) chinois, il faut s'attendre à des turbulences dans l'ensemble de la deuxième économie mondiale. D'autant plus que l'économie chinoise n'est pas en grande forme : elle a connu une croissance de 5.2% en 2023, ce qui lui a permis d'atteindre tout juste l'objectif officiel fixé en 2022 par le gouvernement de Xi Jinping, qui était d'« environ 5% ». Kang Yi, le chef du Bureau national des statistiques (BNS), a déclaré que la croissance avait été « durement gagnée » et a averti que l'économie chinoise était confrontée à un « environnement extérieur complexe » et à une « demande insuffisante » à l'horizon 2024.

De ce fait, les exportations – historiquement un levier de la croissance chinoise – ont chuté l'an dernier, pour la première fois depuis 2016. Selon l'agence des douanes, elles ont fondu de 4.6% en 2023, alors que l'année précédente elles avaient enregistré une hausse de 7%. Le commerce entre la Chine et les États-Unis a suivi la même tendance, connaissant sa première contraction depuis 2019, dans un contexte de tensions géopolitiques entre Beijing et Washington. En 2023, les deux premières puissances économiques mondiales ont échangé pour 664,4 milliards USD de biens et services, en baisse de 11.6% sur un an.



CACAO

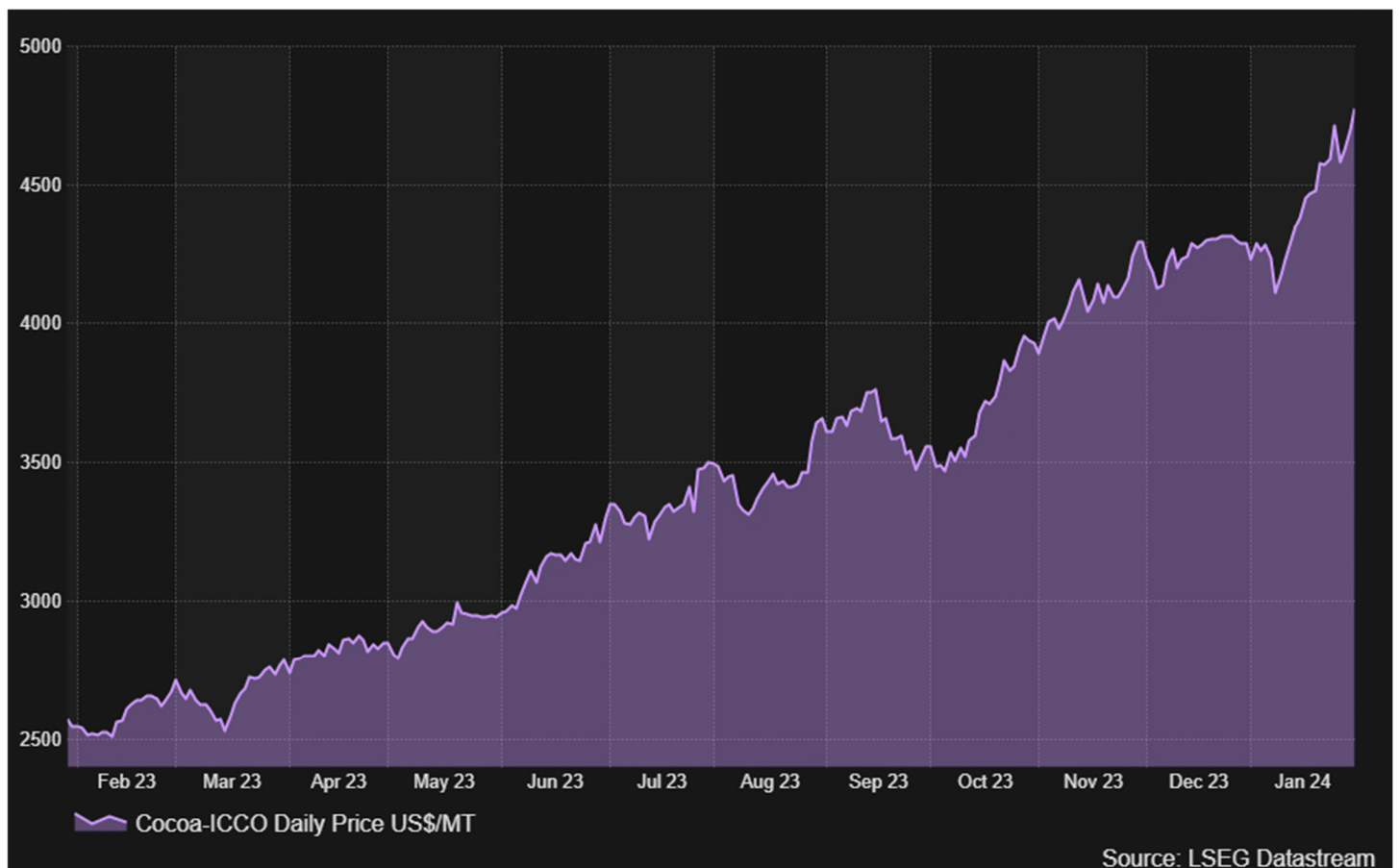
Les contrats à terme sur le cacao négociés à New York ont bondi de plus de 60% l'an dernier, la plus forte hausse jamais vue depuis 2001. Les prix ont même atteint en janvier un sommet en 46 ans, à 4,811 USD la tonne métrique.

Les aléas climatiques expliquent en grande partie le bond extraordinaire du prix du cacao. En 2023, des pluies anormalement constantes et abondantes en Afrique de l'Ouest ont empêché les agriculteurs d'accéder aux champs et favorisé les maladies des cultures ; les précipitations ont été plus du double de la moyenne des 30 dernières années. Cela a particulièrement affecté la Côte d'Ivoire et le Ghana, deux pays d'Afrique de l'Ouest qui représentent à eux seuls près de 60% de l'offre mondiale.

Selon le régulateur du cacao du Ghana, nombre de ses producteurs de cacao ne seront pas en mesure de remplir leurs contrats de cacao pour la seconde année consécutive. Résultat? La récolte de cacao du Ghana pour 2022/23 devrait reculer de 24%, à 683 000 tonnes, soit un plus bas niveau en 13 ans.

Sans surprise, cette carence inhabituelle en cacao a d'ores et déjà un impact direct sur le marché. La National Confectioners Association (NCA) a signalé que l'activité de broyage du cacao aux États-Unis, au Canada et au Mexique a chuté de 18% au troisième trimestre de 2023 par rapport à la même période de 2022.

Qui dit rareté dit cherté. Il faut donc s'attendre à une prochaine hausse du coût du chocolat, ce qui risque fort de laisser un goût amer à nombre de consommateurs.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

TESLA DÉPASSÉ PAR LE CONSTRUCTEUR CHINOIS BYD

Le plus gros vendeur de véhicules électriques n'est plus l'Américain Tesla, mais le Chinois BYD. Pour la première fois, au dernier trimestre de 2023, ce dernier a en effet vendu un record de 526 000 véhicules 100% électriques, alors que Tesla en a vendu 484 507. BYD, l'acronyme de Build Your Dreams, a enregistré un bond de 62% de ses ventes en 2023, ce qui lui a permis de tripler ses profits, à hauteur de 1.5 milliard USD rien que pour le premier semestre de 2023. Pour l'année en cours, l'Association des constructeurs automobiles chinois prévoit une croissance intérieure des ventes de 3%. Pour poursuivre sa forte croissance, BYD devra donc miser sur les exportations, en particulier vers les pays occidentaux. Mais cela risque d'être complexe, vu la tendance de ces mêmes pays à dépendre de moins en moins des produits chinois.

Source: The Financial Times

<https://www.ft.com/content/716c9b0b-d8cd-491a-a91b-d70c1e540797>

TRUMP, UNE MAUVAISE NOUVELLE POUR L'EUROPE

Après deux victoires dans la campagne républicaine, Donald Trump, l'ex-occupant de la Maison-Blanche, poursuit sa route vers une nouvelle présidence des États-Unis. Chemin faisant, il a dévoilé plusieurs éléments de son programme économique, et ceux-ci ne semblent pas sourire à l'Europe. Par exemple, il a proposé d'instaurer un droit de douane minimal universel sur les importations sur le sol américain, à hauteur de 10%. Cette mesure protectionniste rendrait les produits européens moins compétitifs que leurs concurrents américains. Face à la montée du protectionnisme, des États pourraient décider de mettre en place des mesures de rétorsion contre les États-Unis. Mais l'US Chamber of Commerce a d'ores et déjà brandi la menace que de telles rétorsions entraîneraient de nouvelles de la part des États-Unis, et ne feraient donc qu'accentuer « la douleur » des principaux concernés. Bref, la « bonne entente » commerciale entre les États-Unis et l'Europe serait vite mise à rude épreuve si jamais Donald Trump retrouvait le Bureau ovale.

Source : Capital

<https://www.capital.fr/economie-politique/presidentielle-americaine-pourquoi-le-programme-economique-de-trump-nest-pas-une-bonne-nouvelle-pour-leurope-et-la-france-1491032>

PROJET AMQ/FINMETRIX - Opportunité Acier

Nous sommes heureux d'annoncer un projet de collaboration entre l'Alliance Métal Québec et FINMETRIX. Cette initiative, facilitée par un support financier du gouvernement du Québec, permet aux entreprises du secteur de la fabrication métallique d'obtenir une subvention afin d'analyser l'impact des fluctuations sur les marchés des métaux et des devises et d'établir des stratégies "sur mesure" de gestion de risque. Le processus comprend les étapes suivantes : diagnostic des risques liés aux métaux, aux taux de change et aux taux d'intérêt ; élaboration d'une politique formelle pour la gestion de ces risques financiers ; formation du personnel ; et un soutien individualisé pour la mise en œuvre de la stratégie. Êtes-vous impactés par la volatilité sur le marché des métaux? Contactez FINMETRIX pour en savoir davantage sur toutes les possibilités offertes par cette collaboration !

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX